

Des ex-ministres sur le devant de la scène

ENGAGEMENT Les deux anciens conseillers fédéraux UDC, Christoph Blocher et Ueli Maurer, ont chacun convoqué la presse hier. Le premier pour lutter contre les accords avec l'UE, tandis que le second lance un lobby avec des figures controversées

FANNY SCUDERI, BERNE

L'UDC pourra compter sur deux anciens conseillers fédéraux pour défendre une vision de la Suisse qui lui est chère. Toujours très influent, Christoph Blocher a mené hier la conférence de presse de Pro Suisse pour dénoncer les accords avec l'Union européenne. A Zurich, Ueli Maurer a présenté son nouveau lobby politique «en faveur de la démocratie et de la liberté d'opinion», le Cercle Leonhard.

Alors que la consultation sur les accords avec l'Union européenne touche à sa fin, l'UDC jette toutes ses forces dans la bataille. Elle est désormais soutenue par Pro Suisse, qui regroupe des membres de l'UDC et dont Christoph Blocher est une figure de proue. Les rapports entre la Suisse et l'Union européenne sont existentiels pour l'organisation, créée en 2022 sur les cendres de trois associations opposées à l'UE, dont le mouvement souverainiste «Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN)». Ce dernier avait vu le jour en 1992 lors de la votation sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique européen (EEE).

Lutte contre «la moralisation de la société»

«Depuis, nous avons tout gagné», a rappelé Christoph Blocher. Il a accusé le Conseil fédéral d'avoir négocié un accord de «soumission», bureaucratique et sans alternative. «L'UE ne veut pas conclure de contrats sur un pied d'égalité, mais seulement donner des ordres. Ces accords marquent la fin de la voie bilatérale, a-t-il insisté. C'est l'abolition de la libre formation de l'opinion et, par conséquent, l'abolition de la démocratie directe.» A 85 ans, l'ex-conseiller fédéral promet de s'engager «pleinement» dans la campagne car «signer ces traités serait une adhésion irréversible à l'UE. C'est un point de non-retour».

A Zurich, Ueli Maurer s'est lui aussi présenté devant la presse. Depuis son retrait du Conseil fédéral fin 2022,



L'ex-conseiller fédéral Christoph Blocher répond à une interview après la conférence de presse de l'association conservatrice Pro Suisse, dont il est l'une des figures de proue. (BERNE, 27 OCTOBRE 2025/PETER KLAUNZER/KEYSTONE)

celui-ci a continué à faire régulièrement parler de lui, comme il y a quelques semaines lors de son voyage en Chine pour assister à une commémoration de la fin de la Deuxième Guerre mondiale aux côtés du président russe, Vladimir Poutine, ou du dirigeant nord-coréen, Kim Jong-un.

Cette fois-ci, c'est pour lutter contre «la moralisation de la société» qu'il prend la parole. Il présente les activités d'une nouvelle association, dénommée «Leonhard-Kreis» [Cercle Leonhard en français, ndlr]. Tourné exclusivement vers le monde germanophone, le groupe, dont le nom s'inspire d'un saint qui «aurait brisé les chaînes des prisonniers par la seule prière», selon l'ex-président de la Confédération, se veut défenseur de ceux qui n'auraient pas les moyens d'exprimer leurs opinions. «Une «police de la langue» s'est développée, menant à la discrimination d'opinion jugée non majoritaire», selon Ueli Maurer. Il estime qu'«une majorité

silencieuse a besoin d'un lobby pour la liberté d'expression».

A ses côtés se trouvaient des figures européennes clivantes comme Georg Maassen, ancien chef des services de renseignement intérieurs allemands, et l'ex-politicien du Parti social-démocrate (SPD) allemand Thilo Sarrazin. Ce dernier a publié en 2010 un livre anti-immigration, qui lui avait valu l'exclusion de son parti.

Des prises de position qui suscitent la critique

Les projets de l'association restent flous. Mais des critiques de l'Union européenne ont été formulées en filigrane de la présentation. Dans l'invitation aux médias – citée par le *Tages-Anzeiger* et le *Blick* –, le Cercle Leonhard affirme que l'UE mène l'Europe vers un «collectivisme dangereux qui supplante la liberté individuelle». De son côté, Ueli Maurer a évoqué un combat plus large en faveur d'un «ordre juridique démocratique et libéral

menacé». Interrogé sur les relations entre l'UE et la Suisse, il a rappelé «soutenir Pro Suisse.» A ses côtés, Marie Christine Giuliani, membre du Conseil national autrichien sous la bannière du Parti de la liberté d'Autriche (FPÖ), à l'extrême droite de l'échiquier politique, a été plus frontale: elle a dénoncé une Europe qui aurait trahi ses valeurs fondées sur la diplomatie, en coupant les communications avec la Russie.

Les prises de position de ces deux anciens ministres UDC suscitent la critique à gauche. Cédric Wermuth, coprésident du Parti socialiste, y lit «une stratégie de l'UDC pour déconstruire l'Etat de droit». Il précise au *Temps*: «Il y a quelques semaines, Ueli Maurer posait fièrement aux côtés de dictateurs. Quant à Christoph Blocher, il veut isoler la Suisse et en faire un paradis pour les autocrates et les milliardaires.» Une certitude: le retour de deux ex-ministres UDC renforce la campagne de la droite anti-européenne helvétique. ■